

Projets financés au titre de la ligne budgétaire B3-4101 en 1999

Introduction

Le présent guide entend présenter les projets qui ont été sélectionnés pour bénéficier d'une aide au titre de la ligne budgétaire B3-4101 (collaboration avec les associations de solidarité) en 1999, en tant que mesures préparatoires de lutte contre l'exclusion sociale, conformément au nouvel article 137 du traité d'Amsterdam. Il comporte une description de l'appel à propositions lancé par la DG/EMPL de la Commission européenne en juin 1999, ainsi que des détails concernant la sélection des projets et des informations sur les projets qui seront financés.

Les descriptions de projets figurant dans le présent rapport sont celles communiquées par les responsables de projets et ne sont fournies qu'à titre indicatif.

De plus amples informations sur les projets peuvent être obtenues auprès des personnes dont les coordonnées figurent sur chaque fiche de projet ; d'autres renseignements sur le travail de la DG/EMPL dans les domaines de l'insertion sociale et du dialogue civil peuvent être demandés à l'adresse suivante :

« Protection sociale, inclusion sociale et société civile » (unité E/2)
Direction générale Emploi et Affaires sociales (DG/EMPL)
Commission européenne
200 rue de la Loi
B-1049 Bruxelles
Belgique

Contexte

1.1 Conformément à l'accord ad hoc conclu avec le Conseil européen et le Parlement européen le 17 juillet 1998, concernant les bases juridiques et la mise en œuvre du budget 1998, la Commission a entrepris d'examiner dans quelle mesure il était possible de réorienter les mesures couvertes par les lignes budgétaires concernées pour qu'elles puissent servir de base à l'action communautaire dans les nouveaux domaines prévus par le traité d'Amsterdam. La communication de la Commission du 16 septembre indique comment les lignes budgétaires B3-4101 (entre autres) devraient être mises en œuvre en tant que mesures préparatoires de l'action communautaire sur la base du futur article 137. L'objectif principal des mesures préparatoires serait d'alimenter le processus de réflexion sur la conception, le contenu et la mise en œuvre des activités prévues par l'article 137.

Appel à propositions

1.2 Un appel à propositions a été publié dans le Journal officiel le 19 juin 1999 (JO C 173/22, 19.6.1999). Les projets doivent contribuer à ouvrir la voie à de futures mesures communautaires de lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination au moyen d'actions visant à :

- développer l'échange d'informations et de bonnes pratiques, notamment entre les associations qui représentent ou regroupent des personnes confrontées à l'exclusion sociale et à la discrimination ;
- promouvoir de vastes partenariats dans le monde des associations de solidarité/ONG travaillant dans des domaines distincts ainsi qu'entre les ONG et d'autres secteurs ;
- mieux comprendre et connaître tant les pratiques actuelles de dialogue civil ayant une incidence positive sur la lutte contre l'exclusion et la discrimination que les approches novatrices dans ce domaine ;
- évaluer et comparer les expériences de promotion du dialogue civil, en particulier concernant la participation directe de personnes victimes de l'exclusion et de la discrimination à des processus décisionnels.

Le soutien financier octroyé dans le cadre du présent appel à propositions ne sera accordé que pour des activités transnationales présentant un intérêt pour la Communauté et contribuant de manière significative à la poursuite du développement et à la mise en œuvre du dialogue civil au niveau européen en tant qu'instrument de lutte contre l'exclusion sociale et/ou à la discrimination.

1.3 Le tableau suivant présente la répartition par pays des 102 propositions soumises avant la date de clôture fixée au 27 août 1999. Tous les projets reçus n'ont effectivement pas été évalués, un certain nombre d'entre eux ayant été rejetés dès leur réception, par exemple pour les raisons suivantes : la demande avait été postée après le 27 août 1999 ou bien les partenaires du projet ne provenaient pas d'au moins trois États membres différents. Sur les 13 projets présentés par la Belgique, 11 étaient des projets transnationaux. Au total, 90 projets éligibles ont fait l'objet d'une évaluation détaillée.

Tableau 3 : Répartition par pays des projets présentés et sélectionnés

Projets (y compris total)	B	D	Dk	Gr	Es	F	Ir	It	L	NL	Ö	P	SF	SV	U K
Éligibles (90)	13	11	1	5	6	6	5	14	1	3	1	3	2	3	16
Inéligibles* (12)	0	2	0	1	2	1	0	2	0	1	1	1	0	0	1
Total (102)	13	13	1	6	8	7	5	16	1	4	2	4	2	3	17

**considérés comme inéligibles dès leur réception, avant l'évaluation détaillée*

Évaluation des projets

4.1 Dans chaque cas, une grille d'évaluation détaillée a été utilisée. L'évaluation de chaque projet s'est déroulée en deux phases. Si le projet remplissait tous les critères d'éligibilité - concernant la conformité des documents, le budget, le statut de l'organisation candidate et l'éligibilité des activités à financer - il atteignait alors la phase d'évaluation détaillée. L'évaluation détaillée a été réalisée en attribuant des notes de 0 à 10 sur la base de 13 critères détaillés d'évaluation de la qualité, qui respectent scrupuleusement les lignes directrices publiées dans l'appel à propositions. Ces critères ont été répartis en trois grands groupes, auxquels ont été attribuées différentes pondérations pour donner une note globale exprimée en pourcentage :

- 8 critères évaluant la qualité de l'action proposée (60 % de la note totale)
- 3 critères évaluant la capacité du candidat et des organisations partenaires (20 % de la note totale)
- 2 critères relatifs au financement (20 % de la note totale)

4.2 Les projets évalués ont été retenus et soumis à l'examen et à la sélection réalisés par le comité d'évaluation présidé par M. Brendan Sinnott (responsable de l'unité à la direction générale Emploi et Affaires sociales). Les 23 projets sélectionnés sont répertoriés ci-après.

Tableau 2 : Projets sélectionnés – Résultat final

Nom de l'organisation	Montant de la subvention communautaire (euros - €)	État membre dans lequel l'organisation a son siège
Forum européen pour le bien-être de l'enfance	79 612 €	BEL
COFACE	110 661 €	BEL
Euronet	99 662 €	BEL
Association Européenne Régies de Quartier	71 927 €	BEL
Association pour la Paix	190 020 €	BEL
Solidar	150 493 €	BEL
Combined European Bureau for Social Development	98 000 €	BEL
JZSL	102 258 €	DE
Union internationale des organismes familiaux	130 574 €	DE
Lambda	88 668 €	DE
RAA Neue Länder	82 155 €	DE
BIVS	79 381 €	DE
Fundacion Bancaja	117 274 €	ES
Fundacion Mujeres	81 145 €	ES
Fundacion Federico Ozanam	66 000 €	ES
Fondation d'Entreprise Macif	122 094 €	FR
Panhellenic Union for Psychological Rehabilitation	79 559 €	EL
Assoc. San Marcellino	71 946 €	IT
Inde	119 286 €	P
Föreningen Sveriges Socialcheffer (ADSS)	86 006 €	SV
The Quest Trust	78 585 €	UK
Northern Ireland Women's Platform	90 345 €	UK
SHS-Scottish Human Services	131 365 €	UK

5.2 Le formulaire de candidature exigeait toutefois des informations assez détaillées (en particulier concernant le budget), ce qui a permis de procéder à une évaluation approfondie de chaque projet sur la base de nombreux critères différents. Cependant, une note élevée en pourcentage n'entraînait pas systématiquement la sélection du projet. La liste des projets ayant obtenu de bons résultats a étayé et orienté les discussions du comité de sélection qui s'est efforcé, entre autres, de garantir une couverture géographique suffisante et une bonne répartition des thèmes ou des groupes cibles des projets sélectionnés sur la liste finale.

1.

Nom du projet :

ITINÉRAIRES COMMUNS - EXPÉRIENCES DES PERSONNES HANDICAPÉES EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION ET AUTODÉTERMINATION DANS LE DIALOGUE AVEC LES CITOYENS

Nom de l'organisation :

JENAER ZENTRUM FÜR SELBSTBESTIMMTES LEBEN BEHINDERTER MENSCHEN E.V.

Description du projet :

Ce projet a pour objectif de présenter, dans une brochure élaborée conjointement, les parcours typiques de personnes atteintes de handicaps, visibles ou non, dans les pays participants. Cette brochure doit servir de point de départ au débat avec les citoyens valides afin de les sensibiliser au thème du handicap et de faire progresser l'acceptation du handicap dans les pays européens participants.

Nous sommes favorables à l'instauration de règles efficaces visant à garantir la participation égale des citoyen(nes) handicapé(es). Pour ce faire, il convient d'adopter une série de réformes, qui doivent également être souhaitées par les dirigeants politiques et sociaux.

Montant de la subvention : 102 258 €

Personne à contacter :

Mme BARBARA VIEWEG

Numéro de téléphone : 0049 3641 33 1375

Numéro de télécopieur : 0049 3641 396252

2.

Nom du projet :

APPROCHE DYNAMIQUE DE L'INSERTION SOCIALE DES PERSONNES
ATTEINTES DE TROUBLES MENTAUX VIA LA CRÉATION D'UN CENTRE
DE DIALOGUE CIVIL NOVATEUR

Nom de l'organisation :

PANHELLENIC UNION FOR THE PSYCHOLOGICAL REHABILITATION AND
WORK INTEGRATION (PEPSAEE)

Description du projet :

Le projet vise à lutter contre l'exclusion sociale des personnes atteintes de troubles mentaux et de problèmes psychologiques et sociaux via la création de centres de dialogue civil à activités multiples dynamiques. Le responsable du projet et des municipalités de diverses régions du pays collaboreront étroitement à la création de ces structures. Ces dernières emploieront des utilisateurs et constitueront un forum de dialogue civil où se réuniront des utilisateurs, des professionnels ou des autorités psychiatriques, religieuses et civiles, des établissements d'enseignement, des acteurs financiers (hommes d'affaires, etc.), diverses autres associations, des bénévoles et des membres de la communauté. L'organisation d'activités, telles que les conférences ou les manifestations culturelles (expositions, pièces de théâtre, concerts, etc.), fera des centres à activités multiples dynamiques un outil idéal pour la lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination car : a) ils encourageront la participation pleine et égale des utilisateurs et b) ils sensibiliseront la communauté et les autorités compétentes au nom du groupe cible.

Montant de la subvention : 79 559 €

Personne à contacter :

M. SOTIRIS LYRINTZIS

Numéro de téléphone : 00 30 01 9560196

Numéro de télécopieur : 00 30 01 9520827

3.

Nom du projet :

LOGEMENT SOCIAL

Nom de l'organisation :

THE QUEST TRUST

Description du projet :

L'association caritative The Quest Trust souhaite examiner, en collaboration avec ses partenaires irlandais et danois, les solutions permettant d'appliquer le type d'agence de presse communautaire et de réseau de téléconférence qu'elle gère au Royaume-Uni au dialogue civil pan-européen sur l'exclusion et la diffusion des meilleures pratiques en la matière. Nous gérerions des services similaires au sein des États membres participants et organiserions des interventions lors de conférences sur le logement en insistant sur les conclusions du projet, la contribution de ce dernier à la compréhension de l'exclusion sociale et de la politique gouvernementale connexe et en se demandant, enfin, si de tels services peuvent permettre aux exclus de se faire entendre dans le cadre du dialogue civil pan-européen

Montant de la subvention : 78 585 €

Personne à contacter :

M. SIMON BUXTON

Numéro de téléphone : 00 44 1225 466222

Numéro de télécopieur : 00 44 1225 315904

Adresse électronique : simon@questtrust.co.uk

4.

Nom du projet :

LUTTER CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE: LE RÔLE DES ORGANISATIONS REPRÉSENTANT LES MINORITÉS ETHNIQUES DANS LE DIALOGUE CIVIL

Nom de l'organisation :

RAA NEUE LÄNDER

Description du projet :

Le projet vise à promouvoir l'échange transnational d'informations entre les organisations représentant les minorités ethniques en vue de trouver des exemples positifs de dialogue civil en Allemagne, en Italie, au Luxembourg, en Espagne et au Royaume-Uni et de créer un réseau européen d'organisations représentant les minorités ethniques. Les résultats escomptés sont la rédaction d'un rapport national par État, la création d'un atelier transnational et l'élaboration d'une série de recommandations. Les projets reposeront sur une approche éclectique selon laquelle les organisations représentant les minorités ethniques et les ONG, fondations, instituts de recherche et autorités locales ou nationales coopéreront à l'élaboration des projets et des activités de l'atelier.

Montant de la subvention : 82 155 €

Personne à contacter :

Mme ANETTA KAHANE

Numéro de téléphone : 00 49 30 282 3079

Numéro de télécopieur : 00 49 30 282 4303

Adresse électronique : RAA-Berlin@t-online.de

5.

Nom du projet :

EUROFORUM MÉDITERRANÉEN DU VOLONTARIAT, DU DIALOGUE CIVIL
ET DE L'EXCLUSION SOCIALE

Nom de l'organisation :

FUNDACIÓN BANCAJA

Description du projet :

Ce projet vise principalement à élaborer et articuler, sur la base d'une action volontaire, des propositions communes aux différents pays européens du bassin méditerranéen, à les diffuser au grand public et à les présenter aux institutions européennes au cours d'une rencontre transnationale (l'Euroforum méditerranéen du volontariat, du dialogue civil et de l'exclusion sociale), avec la participation des organisations de volontariat méditerranéen, des administrations publiques et des organismes de recherche. Ces propositions prendront la forme d'un code de conduite destiné à orienter l'action des diverses entités, sans but lucratif, et d'une déclaration contenant les lignes directrices des orientations politiques européennes de lutte contre l'exclusion sociale dans les pays méditerranéens de l'Union européenne.

Montant de la subvention : 117 274 €

Personne à contacter :

M. MIGUEL ANGEL UTRILLAS JAUREGUI

Numéro de téléphone : 00 34 96 387 58 64

Numéro de télécopieur : 00 34 96 387 55 78

Adresse électronique : sba@fundacionbancaja.es

6.

Nom du projet :

PROMOUVOIR LA PARTICIPATION

Nom de l'organisation :

COMBINED EUROPEAN BUREAU FOR SOCIAL DEVELOPMENT

Description du projet :

Le CEBSD souhaite, par l'intermédiaire de ce projet, favoriser la participation et la responsabilisation de la population locale afin d'accroître la capacité de la communauté à agir en faveur de mesures de lutte contre la pauvreté, le chômage, la discrimination et l'exclusion sociale. Le CEBSD cherche à encourager la richesse d'expériences et d'idées de la population locale, y compris des personnes généralement exclues, pour développer des stratégies européennes communes, des techniques et des méthodes destinées à favoriser la participation. Le projet analysera les méthodologies et les outils qui peuvent être adaptés à différents contextes et testera la transférabilité des idées et des méthodes utilisées pour développer des qualifications, des compétences et une capacité d'action communautaire.

Montant de la subvention : 98 000 €

Personne à contacter :

M. GERARD HAUTEKEUR

Numéro de téléphone : 00 32 2 201 0565

Numéro de télécopieur : 00 32 2 201 0514

Adresse électronique : MargoGorman@compuserve.co

7.

Nom du projet :

L'EXCLUSION SOCIALE DES FAMILLES COMME SUJET DE DISCUSSION
ENTRE LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ACTEURS
CONCERNÉS : POSSIBILITÉS ET LIMITES

Nom de l'organisation :

UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX (UIOF)

Description du projet :

Ce projet a pour but d'identifier les différentes formes et contenus de dialogue possible entre la Commission européenne et les citoyens au sujet de l'élaboration de mesures contre l'exclusion des familles, notamment des familles nombreuses, monoparentales et migrantes. La coopération escomptée entre les organisations sociales, les ONG, les chercheurs et les décideurs politiques doit garantir un dialogue général. Celui-ci doit être considéré comme un instrument nécessaire à la prise de décisions politiques et au processus de démocratisation. Une conférence initiale permet d'échanger des informations et d'étendre les connaissances acquises sur les formes et contenus de dialogue.

Montant de la subvention : 130 574 €

Personne à contacter :

Mme AGATHE SERING

Numéro de téléphone : 00 49 228 258464

Numéro de télécopieur : 00 49 228 254179

8.

Nom du projet :

DIALOGUE CIVIL ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : DU LOCAL
VERS L'ESPACE EUROPÉEN

Nom de l'organisation :

FONDATION D'ENTREPRISE MACIF

Description du projet :

Il s'agit de comprendre comment l'économie sociale et solidaire est actrice du dialogue civil et par là initiatrice d'expériences novatrices dans le domaine de la lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination. Dans un premier temps, le projet analysera, au travers d'échanges entre les 4 partenaires et dans une perspective transnationale, les bonnes pratiques locales, régionales et nationales en Belgique, Espagne, France et Italie. Dans un second temps, les enseignements de cette étude seront débattus au cours d'un séminaire afin de contribuer à l'amélioration des processus existants à l'échelon européen.

Montant de la subvention : 122 094 €

Personne à contacter :

M. ALAIN PHILIPPE

Numéro de téléphone : 00 33 5 4909 45 11

Numéro de télécopieur : 00 33 5 4909 47 92

Adresse électronique : fondation-macif@fondation-macif.com

9.

Nom du projet :

DÉCODER LE MESSAGE - STRATÉGIES EFFICACES DE DÉVELOPPEMENT
VIA LE DIALOGUE CIVIL

Nom de l'organisation :

NORTHERN IRELAND WOMENS' PLATFORM

Description du projet :

OBJECTIF : identifier les meilleures pratiques en matière de participation au dialogue civil des ONG actives dans la lutte contre l'exclusion sociale/la discrimination des femmes, des familles et des communautés, en ce qui concerne les structures politiques et économiques en cours d'élaboration/nouvelles. OBJECTIFS FINAUX : accroître le potentiel des ONG afin qu'elles influencent et affectent la politique des pouvoirs publics et le processus décisionnel ; développer les compétences des ONG en matière de dialogue civil : faire évoluer la situation vers l'insertion et de l'égalité. RÉSULTATS ESCOMPTÉS : élaborer un guide exhaustif sur la participation au dialogue civil définissant les différentes étapes vers le succès ; définir des objectifs, développer des compétences fondamentales ; gérer la stratégie ; créer des alliances stratégiques ; assurer le suivi et l'évaluation des progrès et résultats. MÉTHODES : évaluation critique et comparative des expériences des partenaires à l'échelle régionale, nationale et européenne ; préparation et vaste diffusion d'un rapport/guide.

Montant de la subvention : 90 345 €

Personne à contacter :

Mme ELIZABETH LAW

Numéro de téléphone : 00 44 1232 682 296

Numéro de télécopieur : 00 44 1232 682 185

Adresse électronique : niwep@onyxnet.co.uk

10.

Nom du projet :

TEP-TESTA E PIEDI

Nom de l'organisation :

ASSOCIATION SAN MARCELLINO

Description du projet :

Le présent projet se propose d'accroître la réflexion (tête) sur les expériences en cours (pieds) au sein des trois organisations associées, expériences qui s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement social des personnes en phase d'exclusion grave et sans domicile fixe. Encouragées par les recherches des trois universités agissant en partenariat, les trois organisations procéderont, y compris à travers l'analyse de parcours concrets, à la comparaison de méthodes et d'activités en réalisant des publications et en organisant des séminaires et des rencontres avec d'autres agents économiques et autorités locales, afin de définir un futur modèle d'approche commune pour une action sociale applicable aux sans domicile fixe en Europe.

Montant de la subvention : 71 946 €

Personne à contacter :

M. DANILO DE LUISE

Numéro de téléphone : 00 39 0102465397

Numéro de télécopieur : 00 39 0102465493

Adresse électronique : associazione@sanmarcellino.ge.it

11.

Nom du projet :

IONE, L'INSERTION AU FÉMININ

Nom de l'organisation :

FUNDACION MUJERES

Description du projet :

Le projet IONE a pour objectif de définir des stratégies pour l'emploi des femmes défavorisées en créant des alliances regroupant les institutions et les organisations de femmes qui soutiennent les femmes frappées ou menacées d'exclusion et en facilitant leur insertion dans le marché du travail.

IONE enquêtera sur la vie réelle et les besoins des femmes exclues afin de les aider à intégrer le monde du travail et élaborera les stratégies et les méthodologies de l'action d'intégration de ces femmes. Le projet donnera lieu à la rédaction d'un rapport comprenant les propositions d'actions stratégiques destinées aux organisations sociales et celles concernant la politique sociale et de l'emploi de l'Union européenne.

Montant de la subvention : 81 145 €

Personne à contacter :

Mme PURIFICACION CAUSAPIE LOSEPINO

Numéro de téléphone : 00 34 91 55 68 343

Numéro de télécopieur : 00 34 91 55 68 251

Adresse électronique : hera2001@fundacionmujeres.es

12.

Nom du projet :

DÉBATTRE DE LA DIVERSITÉ

Nom de l'organisation :

SCOTTISH HUMAN SERVICES TRUST (SHS)

Description du projet :

Ce projet entend donner une vision globale, fondée sur les faits, de la politique et des pratiques visant à lutter contre la discrimination en matière d'emploi. Le projet recrutera et soutiendra un groupe de personnes menacées par ce type de discrimination (personnes âgées et handicapées) et travaillera avec elles à la planification, la mise en œuvre et à la direction d'une cellule de planification (jury du citoyen) qui se réunira pendant 4 jours en décembre. Le projet donnera lieu à l'élaboration de 2 rapports. Le premier, rédigé par la cellule de planification, comprendra leurs conclusions et leurs propositions. Le deuxième portera sur l'efficacité de cette méthode en tant qu'outil de promotion du dialogue civil.

Montant de la subvention : 131 365 €

Personne à contacter :

M. PETE RITCHIE

Numéro de téléphone : 00 44 131 538 7718

Numéro de télécopieur : 00 44 131 538 7719

Adresse électronique : 100407.2626@compuserve.com

13.

Nom du projet :

LES CITOYENS ORGANISENT DES RÉSEAUX CONTRE LA DISCRIMINATION (CITNET)

Nom de l'organisation :

BERLINER INSTITUT FÜR VERGLEICHENDE SOZIAL FORSCHUNG

Description du projet :

Un échange d'expériences acquises en matière de mobilisation et de mise en place de réseaux locaux et régionaux des citoyens et des groupes de citoyens (ONG) a été instauré à l'échelle européenne. À Berlin, 1600 organismes œuvrant dans le domaine de l'intégration professionnelle des migrants sont mobilisés sur un projet, le « modèle de Berlin », qui inclut des activités de documentation et d'information ainsi que des conférences. Ce projet va être complété et enrichi. Il sera documenté avec les modèles britannique et français et le modèle de Milan. L'objectif de cette documentation est de mobiliser d'autres organisations européennes de proximité désireuses de faire part de leurs expériences et de leurs projets. Les participants communiqueront en réseau via Internet.

Montant de la subvention : 79 381 €

Personne à contacter :

Mme NATHALIE SCHLENZKA

Numéro de téléphone : 00 49 30 44 65 10 65

Numéro de télécopieur : 00 49 30 444 10 85

Adresse électronique : emz@compuserve.com

14.

Nom du projet :

RÉSEAU D'ORGANISATIONS SOCIALES CONTRE L'EXCLUSION

Nom de l'organisation :

FUNDACIÓN FEDERICO OZANAM

Description du projet :

Développer un modèle de coopération entre des organisations sociales qui participent à la lutte contre l'exclusion sociale dans divers domaines : formation, insertion professionnelle, initiative personnelle, réadaptation, etc. L'objectif est de fonder un partenariat local fort capable d'améliorer les niveaux de communication entre toutes les entités et d'aider à évaluer les problèmes multidimensionnels de façon à favoriser le dialogue entre les administrations. La participation des organisations des différents pays européens permet l'élaboration d'un modèle d'évaluation du travail en réseau et l'utilisation d'Internet comme outil de développement des processus de coordination.

Montant de la subvention : 66 000 €

Personne à contacter :

M. MANUEL SANGUESA GARCÉS

Numéro de téléphone : 00 34 976 44 33 66

Numéro de télécopieur : 00 34 976 43 26 56

Adresse électronique : ozanam@logiccontrol.es

15.

Nom du projet :

CONTRIBUTION EUROPÉENNE DES COLLECTIFS DE CHÔMEURS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR COMBATTRE L'EXCLUSION SOCIALE

Nom de l'organisation :

ASSOCIATION POUR LA PAIX

Description du projet :

Les représentants de collectifs de chômeurs et précaires de nombreux États membres de l'UE rassemblés notamment à l'initiative des Marchés européens contre le chômage, la précarité et l'exclusion soc. constituent un large groupes de travail permettant de mettre en évidence les efforts entrepris par les chômeurs et le précaires. Après collecte des expériences menées dans chaque pays sur le processus d'organisation des chômeurs et des précaires, des initiatives prises en direction des gouvernements nationaux.

Montant de la subvention : 190 020 €

Personne à contacter :

M. JACK HOUSSA

Numéro de téléphone : 00 32 2 223 35 33

Numéro de télécopieur : 00 32 2 223 39 32

16.

Nom du projet :

APPRENDRE L'UN AU CONTACT DE L'AUTRE, AGIR ENSEMBLE

Nom de l'organisation :

LAMBDA BERLIN E.V

Description du projet :

Ce projet vise la mise en réseau nationale et européenne des projets scolaires et des projets d'information sur l'homosexualité. Les organisations qui n'œuvrent pas encore dans ce domaine mais qui sont intéressées par ce travail y prendront également part. La mise en œuvre d'actions contre l'exclusion sociale et la discrimination des jeunes homosexuel(les) doit être encouragée par une vaste collecte d'informations et un échange entre les organisations partenaires. Les résultats sont disponibles sur Internet, sous forme de coffret d'informations ou sur CD-ROM.

Montant de la subvention : 88 668 €

Personne à contacter :

M. MARTIN HAUPT

Numéro de téléphone : 00 49 30 28 59 89 88

Numéro de télécopieur : 00 49 30 28 59 89 89

Adresse électronique : info@LAMBDA-berlin.de

17.

Nom du projet :
PARTNET

Nom de l'organisation :
INDE

Description du projet :

L'exclusion sociale a un caractère multidimensionnel et cumulatif. L'établissement d'un partenariat avec des acteurs pertinents permet aussi bien au niveau du terrain que de l'analyse comparative des pratiques et des politiques qui les soutiennent d'en dégager les principaux enseignements et de faire des propositions concrètes en termes politiques nationales et communautaires. Le projet « Partnet » vise à étudier les pratiques existantes de ce dialogue entre acteurs et à favoriser de nouvelles mobilisations, au travers d'un partenariat sur 4 pays, par l'échange de techniciens, l'analyse de 4 thèmes de travail liés à l'exclusion (éducation, marché social de l'emploi, entreprises, racisme). L'édition des résultats, un site Web et un séminaire international permettront de donner visibilité au projet.

Montant de la subvention : 119 286 €

Personne à contacter :
Mme CRISTINA CAVACO

Numéro de téléphone : 00 351 843 5870

Numéro de télécopieur : 00 351 843 5871

Adresse électronique : inde@inde.pt

18.

Nom du projet :

UNE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ACTIVE AU SEIN DES RÉGIES DE QUARTIER POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION ET LA DISCRIMINATION

Nom de l'organisation :

ASSOCIATION EUROPÉENNE DES RÉGIES DE QUARTIER (AERQ)

Description du projet :

La citoyenneté active développée au sein des régies de quartier va pouvoir prendre un dimension européenne dans le cadre de la lutte contre l'exclusion et la discrimination. Cette participation s'exprimera par l'élaboration et la diffusion d'un document présentant les actions pertinentes menées par les régies pour lutter contre l'exclusion et la discrimination, des méthodologies de transfert de savoir-faire et des échanges de pratiques novatrices et des propositions d'approches inédites. Sa réalisation résultera d'un travail préparatoire effectué par les Réseaux et les Régies des 4 pays membres de l'AERDQ :- Belgique, France , Italie, Pays-Bas et d'une rencontre de 3 jours réunissant des représentants des habitants, des partenaires publics, privés, et associatifs à la base d'une régie de quartier, des réseaux et des régies de quartier.

Montant de la subvention : 71 927 €

Personne à contacter :

M. FRANÇOIS REISSER

Numéro de téléphone : 00 32 071 30 06 53

Numéro de télécopieur : 00 32 071 30 03 92

Adresse électronique : aerdq@hotmail.com

19.

Nom du projet :

DIALOGUE CIVIL DANS LES ÉTATS NORDIQUES : CRÉATION DE NOUVEAUX PARTENARIATS POUR LUTTER CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE ET LA DISCRIMINATION

Nom de l'organisation :

FÖRENINGEN SVERIGES SOCIALCHEFER (ADSSS)

Description du projet :

L'objectif du projet est de contribuer à la lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination dans les États membres nordiques en décrivant le rôle évolutif et les opportunités des partenariats regroupant le gouvernement, des ONG et des citoyens. Ce projet aurait pour objet d'informer et de promouvoir le dialogue civil en organisant, avec un grand nombre de partenaires locaux et un groupe de référence européen, une série de rencontres thématiques dans les 3 États membres nordiques, auxquelles participeraient également les 2 États nordiques non communautaires voisins.

Cette action constituerait une réflexion très utile sur l'expérience des États nordiques. La rédaction d'un rapport UE/États nordiques contribuerait de façon exceptionnelle aux actions préparatoires de l'UE.

Montant de la subvention : 86 006 €

Personne à contacter :

M. LARS-GÖRAN JANSSON

Numéro de téléphone : 00 46 31 335 5078

Numéro de télécopieur : 00 46 31 335 5119

Adresse électronique : lgj@gbgreg.kommunalforbund.se

20.

Nom du projet :

LA PROTECTION SOCIALE, FACTEUR DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE ET LA DISCRIMINATION ET INSTRUMENT DE COHÉSION SOCIALE, RECOMMANDATIONS AUX INSTITUTIONS

Nom de l'organisation :

COFACE-CONFÉDÉRATION DES ORGANISATIONS FAMILIALES DE L'UNION EUROPÉENNE

Description du projet :

Le projet vise à associer des ONG regroupant des familles en général, ainsi que des familles en difficulté à une réflexion et un échange d'expériences en vue de dégager, ensemble de recommandations sur des questions de protection sociale qui les concernent afin de mieux lutter contre l'exclusion sociale et la discrimination. Dans le contexte du pacte pour l'emploi et de la récente communication de la Commission européenne sur la protection sociale, les partenaires du projet entendent exprimer l'avis des citoyens sur les orientations de la protection sociale des prochaines décennies, conformément à l'appel (§2.3 alinéa) qui suggère un coopération entre réseaux dans ce domaine.

Montant de la subvention : 110 661 €

Personne à contacter :

M. WILLIAM LAY

Numéro de téléphone : 00 32 2 511 4179

Numéro de télécopieur : 00 32 2 514 4773

Adresse électronique : coface@email.mig.be

21.

Nom du projet :

PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT SUR LA NON-DISCRIMINATION,
LA PARTICIPATION ET L'INTÉGRATION SOCIALE

Nom de l'organisation :

EURONET - BELGIQUE

Description du projet :

L'objectif de ce projet est de développer le dialogue civil sur l'exclusion sociale et la discrimination des enfants en encourageant le dialogue entre les enfants, les jeunes et les adultes (universitaires, médecins, fonctionnaires de la Commission, ONG, dirigeants politiques) et de démontrer que les enfants sont confrontés à des formes de discrimination et d'exclusion sociale différentes de celles des adultes et qu'ils font l'objet de discriminations du fait de leur âge. Pour obtenir des informations à ce sujet, un questionnaire est distribué aux enfants et adolescents des États membres de l'UE. Les résultats de ce questionnaire seront examinés lors de quatre séminaires régionaux qui se dérouleront dans divers pays de l'UE. Chaque séminaire évoquera un aspect de la discrimination et de l'exclusion sociale dont sont victimes les enfants. Un groupe d'experts fera part de ses commentaires et de ses idées pendant la durée du projet et lors des séminaires régionaux. Les organisations concernées et la population des États membres prendront connaissance des activités et des résultats du projet grâce à la publication d'un bulletin bimensuel. Le projet s'achèvera lors de la conférence au cours de laquelle le rapport comprenant les résultats des séminaires et des questionnaires sera présenté et un plan d'action de lutte contre la discrimination et l'exclusion sociale des enfants et adolescents sera défini. Les résultats seront diffusés via le réseau d'Euronet dans tous les États membres de l'UE et sur le site Web d'Euronet.

Montant de la subvention : 99 662 €

Personne à contacter :

Mme MIEKE SCHUURMAN

Numéro de téléphone : 00 32 2 512 4500

Numéro de télécopieur : 00 32 2 512 6673

Adresse électronique : savechildbru@skynet.be

22.

Nom du projet :

L'EUROPE DES CITOYENS II - ORGANISATIONS SOCIALES ET LUTTE
POUR L'INTÉGRATION SOCIALE

Nom de l'organisation :

SOLIDAR

Description du projet :

Il s'agit d'un programme de société civile encourageant l'échange d'informations et la consolidation des moyens dont disposent les personnes travaillant dans le secteur social et dans les ONG de défense d'intérêts, afin qu'elles puissent renforcer le dialogue civil européen sur l'intégration sociale, exercer une influence sur la proclamation des droits de l'homme de l'UE et soutenir les programmes-cadres de lutte contre l'exclusion sociale. Un réseau d'information et de sensibilisation regroupant 1300 acteurs de la société civile créera un site Web novateur en 5 langues, qui sera régulièrement mis à jour, enverra un courrier électronique bimensuel et publiera un bulletin semestriel. L'organisation de quatre mini-conférences et contributions permettra d'éveiller et de préserver l'intérêt à l'égard de l'Europe sociale. Le réseau rendra visite aux agences membres afin de renforcer leur implication et organisera une formation d'une semaine à Bruxelles.

Montant de la subvention : 150 493 €

Personne à contacter :

M. GIAMPIERO ALHADEFF

Numéro de téléphone : 00 32 2 500 1020

Numéro de télécopieur : 00 32 2 500 1030

Adresse électronique: solidar@skynet.be

23.

Nom du projet :

DONNER LA PAROLE AUX JEUNES DES ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS

Nom de l'organisation :

FORUM EUROPÉEN POUR LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANCE

Description du projet :

Ce projet a pour objet de mieux comprendre les problèmes rencontrés par les enfants et adolescents qui sont ou qui ont été pris en charge par un établissement spécialisé et de les réinsérer dans la vie sociale. L'objectif final est d'améliorer les politiques nationales et européennes de lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination. Les résultats escomptés sont une meilleure compréhension et une meilleure connaissance des obstacles et des expériences positives de ces jeunes et l'élaboration de stratégies visant à favoriser leur intégration. L'approche adoptée pour atteindre ces objectifs reposera sur l'implication directe des enfants et adolescents confrontés à l'exclusion/la discrimination et l'organisation, dans quatre pays (3 États membres et un pays candidat), d'ateliers locaux réunissant des jeunes, des représentants des ONG, des autorités locales et de l'UE.

Montant de la subvention : 79 612 €

Personne à contacter :

Mme ELENI ANDRIKOPOULOU

Numéro de téléphone : 00 32 2 511 7083

Numéro de télécopieur : 00 32 2 511 7298

Adresse électronique : efcw@dproducts.be